



Un élan européen en point d'interrogation

Le sommet qui s'ouvre aujourd'hui à Bruxelles est le premier de la sortie de crise. Les Vingt-Sept peuvent se féliciter d'avoir beaucoup accompli pendant cette période, mais l'élan des dix-huit mois est menacé par de nombreux vents contraires, notamment la fragilité de nombreux gouvernements et la tentation de jouer moins collectif quand la conjoncture s'améliore.



Ursula von der Leyen, Angela Merkel et Emmanuel Macron lors du sommet européen du 20 février 2020. (AFP - Ludovic Marin)

Le sommet européen qui s'ouvre ce jeudi, probablement le dernier d'Angela Merkel, est le premier de la sortie de crise. La population du continent est désormais vaccinée aux trois quarts ; l'économie repart très vite, même si elle est freinée par la pénurie de matières premières et de semi-conducteurs ; les vagues de faillites ou de chômage un temps redoutées n'ont pas eu lieu. Les dirigeants de l'UE, s'ils se retournent sur les dix-huit derniers mois, peuvent légitimement se féliciter.

Après une courte période de stupéfaction, l'Europe a répondu présente. Les achats groupés de vaccins ont permis aux « petits pays » de se fournir au meilleur coût et en même temps que les « grands ». S'appuyant sur ce succès, le Premier ministre espagnol, Pedro Sanchez, propose désormais de procéder à des achats groupés de gaz qui permettraient d'augmenter le pouvoir de négociation avec les fournisseurs, dans un contexte de forte demande énergétique.

Une gifle cinglante



[Visualiser l'article](#)

L'an dernier, les Vingt-Sept ont validé un plan de relance inédit par endettement commun et certaines capitales rêvent déjà de répéter l'exercice pour financer les énormes dépenses d'investissements dans les technologies vertes réclamées par l'aggravation du dérèglement climatique. Le retrait précipité des Etats-Unis d'Afghanistan et le chaos qui s'en est ensuivi ont provoqué un électrochoc chez les plus atlantistes des Européens et relancé le débat sur une défense européenne souvent évoquée, jamais vraiment concrétisée.

L'arrivée de Joe Biden à la Maison-Blanche, après quatre années de détérioration des relations transatlantiques, a soulevé des espoirs vite déçus. L'alliance Aukus formée par Washington avec Londres et Canberra, moyennant le torpillage d'un accord militaire franco-australien, a été ressenti comme une gifle cinglante, et pas seulement à Paris. Les difficultés logistiques que rencontre le Royaume-Uni après l'entrée en vigueur du Brexit a rappelé aux Européens tous les avantages du club de l'UE.

«L'Europe n'est plus du tout dans une crise existentielle comme la Commission Juncker l'avait trouvée, avec ce symptôme criant du référendum britannique sur le Brexit. Aucun pays membre ne veut aujourd'hui la quitter», relève Sébastien Maillard, directeur de l'Institut Jacques Delors. « La pandémie a révélé que même si on est une grande économie comme l'Allemagne ou une économie très ouverte comme les Pays-Bas, on n'est plus rien si on perd les lignes d'approvisionnement », ajoute Eric Maurice, de la [Fondation Robert Schuman](#).

Un «moment européen»

Alors que le terme même de « politique industrielle » était tabou à Bruxelles il y a quinze ans, les Européens travaillent désormais ensemble sur les batteries électriques, l'hydrogène, et bientôt les semi-conducteurs. Les sondages d'opinion sur l'appartenance à l'UE sont historiquement hauts. L'extrême droite eurosceptique était en recul aux législatives allemandes en septembre et aux municipales italiennes en octobre.

Si la pandémie a indéniablement provoqué un « moment européen », toute la question est maintenant de savoir s'il va durer, s'amplifier, ou au contraire s'étioler à mesure que l'on retourne à une situation plus « normale ». Dans le domaine de la santé, on a bien vu en septembre, au moment de la création de la nouvelle autorité Hera, inspirée de la Barda américaine, pour préparer l'Europe aux futures pandémies, que les Etats membres restent très jaloux de leurs prérogatives.

Je ne vois pas Emmanuel Macron, le plus en pointe sur le concept d'autonomie stratégique, faire des propositions fortes avant la présidentielle de 2022.

Julien Thorel Directeur du Centre de politique européenne de Paris

En matière de défense, ce n'est pas la première fois que l'UE connaît un sursaut. « Mais honnêtement, je ne vois pas Emmanuel Macron, le plus en pointe sur le concept d'autonomie stratégique, faire des propositions fortes avant la présidentielle de 2022. Il lui manque de toutes les façons des partenaires pour appuyer son ambition, en premier lieu à Berlin », estime Julien Thorel, directeur du Centre de politique européenne de Paris.

Un nouveau recours à l'endettement commun n'est pas pour tout de suite. D'abord, il y aura peut-être de puissants freins juridiques : la Cour constitutionnelle allemande pourrait bien réserver cet exercice à des circonstances complètement exceptionnelles. Ensuite, les pays les plus frugaux veulent d'abord évaluer l'utilisation des fonds du plan Next Generation EU par les principaux bénéficiaires, Italie en tête. Mario Draghi sait que l'application de son plan de relance et les réformes associées sont scrutées. Si l'expérience se révèle décevante, il n'y aura probablement pas de suite.

Des attaques contre l'Etat de droit



[Visualiser l'article](#)

Sur le plan des migrations, domaine où les pays de première arrivée sont frustrés du manque de solidarité de leurs partenaires, on ne voit pas de progrès rapide en vue. De nouveaux pays, au nord, sont confrontés à la question suite à l'instrumentalisation de migrants envoyés par le régime biélorusse vers l'UE. Mais ils ne semblent pas vouloir avancer le pacte migratoire esquissé en 2020.

On voit aussi se multiplier, à l'est du continent, les attaques contre l'Etat de droit, l'indépendance de la justice, les minorités. Varsovie a contesté l'autorité et la compétence de la Cour de justice à Luxembourg, sur laquelle repose tout l'édifice juridique de l'Union- cela crée un profond malaise ; la Commission est sous pression pour faire respecter les traités.

La capacité de décision de l'Union n'est pas au plus haut car « on observe à la table du Conseil un nombre assez élevé de gouvernements en position de fragilité », note Eric Maurice. En vrac : l'Autriche vient de vivre une crise violente avec la démission de son chancelier soupçonné de corruption ; République tchèque, Roumanie, Bulgarie se cherchent des gouvernements stables.

Si les négociations de coalition semblent progresser plus vite qu'attendu en Allemagne, laissant espérer un cabinet fonctionnel d'ici décembre , la France va entrer en campagne en 2022. La présidence française de l'UE n'est pas forcément un atout dans la manche d'Emmanuel Macron pour servir son agenda européen car le rôle d'« honest broker » d'une présidence tournante oblige même à une certaine neutralité pour faire aboutir les compromis. Il faudra donc beaucoup de volonté politique, et pas seulement dans quelques capitales, pour prolonger l'élan des dix-huit dernier mois.